
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 24/2 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.2.60880

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

und nicht die moralischen Wochenschriften, sondern historisch-politische Zeitschriften sind die journalistischen Trendsetter am Anfang des Säkulums.

Ein eigenes Kapitel widmet sich der Entwicklung mündlicher, visueller und gedruckter Medien, wobei der Bogen gespannt wird vom höfischen Zeremoniell, ritualisierten Körperhaltungen und dem Gelächter als subversiver Kraft über die Pfarrer als Öffentlichkeitsagenten bis hin zu den jüngsten Ergebnissen der Presseforschung, wonach die Thesen von der Dominanz literarischer Lesestoffe und einer allgemeinen Leserevolution stark zu relativieren sind. Die abschließende Fallstudie zu den öffentlichen Diskursen um Krieg und Frieden und um Wirtschaftspolitik bzw. -privilegien (Ostende-Kompanie) während der 1720 Jahre fällt hingegen auch in seiner Kürze etwas ab. Es wäre zu wünschen, daß hier ebenso wie auf theoretischer Ebene stärker noch die angelsächsische Diskussion über die Geschichte von Öffentlichkeit und das Habermassche Model berücksichtigt würde. Der Sammelband »Habermas and the Public Sphere«, hrsg. v. Craig Calhoun (MIT Press 1992), bietet dafür einen geeigneten Ausgangspunkt nicht zuletzt was die Einbeziehung von Diskursanalyse und Geschlechtergeschichte betrifft.

Auch wenn manche von Gestricks Revisionen inzwischen nicht mehr als gänzlich neu gelten dürfen, so verdient seine Studie doch einen herausragenden Platz in den historiographischen Debatten um Legitimationsmuster, Funktionsweisen und kommunikative Dimensionen absolutistischer Herrschaft. In dem Maße, wie sie zudem die Forschungen von Nachbardisziplinen integriert und Mediengeschichte nicht nur als quantitatives, sondern auch als qualitatives, stets auf die Gesamtgesellschaft bezogenes Phänomen würdigt, fordert sie geradezu dazu auf, die vom Verf. projizierte »allgemeine Kommunikationsgeschichte« (S. 23) als eine legitime, ja notwendige Herausforderung moderner Geschichtsforschung anzunehmen.

Andreas DAUM, Washington D.C.

Uwe WILHELM, *Der deutsche Frühliberalismus. Von den Anfängen bis 1789*, Frankfurt/Main (Peter Lang) 1995, IX–288 p. (Europäische Hochschulschriften: Reihe III, Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 676).

Pour la plupart des historiens allemands, le libéralisme outre-Rhin ne se manifesta qu'après 1789 pour s'épanouir après 1815. Auparavant, il n'aurait existé que de timides prémices, à partir des années 1770. La remise en question de cette évolution décalée par rapport à l'Europe occidentale, Angleterre et France principalement, de cette remontée du *Sonderweg* dans le temps fait l'objet du présent ouvrage. Certes, l'Allemagne n'eut pas un Locke ou un Montesquieu; et l'adjectif *liberal* ne prit un sens politique qu'à partir de 1790, tandis que le substantif *Liberalismus* ne devint un concept politique qu'aux alentours de 1820. Mais le mouvement précéda sa dénomination; les travaux sur Wolff, Justi, Campe, Henning, sur l'idée de liberté, sur l'intelligentsia bourgeoise, sur l'influence des penseurs anglais et français révèlent l'émergence sur le sol allemand au siècle de l'*Aufklärung* d'un *Frühliberalismus* qui se différencie des courants politiques contemporains, principalement l'absolutisme éclairé respectueux des pouvoirs des princes, et va au-delà des libéralisations partielles ou sectorielles dans les domaines économique, social, culturel, qui laissaient prudemment de côté le politique. L'auteur comprend le libéralisme précoce comme la recherche d'une théorie constitutionnelle, embrassant les conceptions sur l'exécutif monarchique, le mono- ou le bicamérisme, une représentation non-*ständisch*, les libertés bourgeoises ...; le mouvement se distingue du constitutionnalisme du XIX^e siècle; on n'a pas encore au XVII^e siècle un catalogue détaillé des droits de l'homme, ni l'exigence d'une constitution écrite.

L'influence anglaise fut fondamentale; elle s'amplifia en Allemagne après 1714 et l'accession des Hanovre au trône. En 1717, Paul Fyhn, dans un ouvrage dédié à Christian VI de Da-

nemark, vanta le régime anglais à l'abri des dangers qui guettaient la monarchie absolue comme la république; il souligna le lien entre la constitution, les bases bourgeoises du pouvoir et l'essor économique. La même année, David Fassmann traduisit et annota la «Dissertation sur les Whigs et les Torys» de Paul Rapin de Thoyras: il y décrivit le jeu des partis, en marquant ses préférences pour les modérés des deux bords; il nota que c'étaient les antiques libertés germaniques qui renaissaient en Angleterre, écho au thème rebattu des libertés saxonnes opposées au joug normand. L'année suivante, Johann Bernhard Heinzelmann livra une compilation de 1688 pages sur la Grande-Bretagne et l'Irlande, très inspirée d'un ouvrage de Louis Miège, un Suisse favorable aux Hanovre et aux dissidents; il y louait la combinaison de principes monarchique (le roi), aristocratique (la chambre de Pairs) et démocratique (les Communes); l'ouvrage fut un véritable *Ersatz* au peu d'écho que Locke avait alors en Allemagne. Le *status mixtus* à l'anglaise était donc confronté au *status mixtus* à l'allemande, que Pufendorf, en une phrase fameuse et souvent mal comprise avait défini comme une *respublica irregularis et monstro simile*. Le «Second Treatise of Government» de Locke (1690) ne fut traduit qu'en 1718. Il influença Gottlieb Samuel Treuer qui fit paraître en 1719 une attaque de la «Disquisitio» de Schröder, le théoricien absolutiste, ainsi que Nicolas Hieronymus Gundling, un élève de Thomasius. Johann Adolf Hoffmann publia en 1719 ses «Observationum politicarum sive de republica», traduites en allemand en 1725, radicalement anti-absolutistes, exposant à partir des fondements du droit naturel et des exemples de l'antiquité (Spartes, la République romaine) des conceptions prélibérales en politique et en économie. Dans les années 40, les écrits de Johann Basilius Küchelbecker développèrent les idées du droit naturel et l'idéal de la combinaison des principes monarchique, aristocratique et démocratique.

Christian Wolff et son école furent un relais important. Dès les années 1720, le philosophe de Halle insistait sur le fait que la liberté naturelle ne s'interrompait pas avec l'institution de l'Etat. En 1748, il publia le huitième tome de son «Jus Naturae» et en 1750 ses «Institutiones Juris Naturae et Gentium»; il y précisait les droits innés de l'homme, égalité et liberté naturelles, droit à la sûreté, lié au droit d'auto-résistance, garanties juridiques, droit à l'assistance; il posait le problème de la limitation de la souveraineté et préconisait un régime mixte, combinant monarchie, aristocratie et une forte dose de démocratie. L'œuvre de Wolff fut parachevée par son disciple de Danzig Michael Christoph Hanov qui donna sa forme la plus achevée à son exposé des formes de gouvernement, tout en se situant plus à droite que le maître. Epigone également que le Suisse Emer de Vattel qui, dans son «Droit des gens» (1758) distingua soigneusement la puissance législative, la puissance exécutive et le judiciaire, faisant ainsi le pont entre Wolff et Montesquieu. Ce souci de l'équilibre des trois pouvoirs se retrouve aussi chez Gottfried Achenwall, le père de la statistique selon son élève Schlözer, qui, dans son vaste tableau des pays d'Europe considérés sous l'angle du territoire, de la population, du droit et de la constitution (1749), manifesta une sympathie marquée pour l'Angleterre, pays pour lequel il abandonna la classification par ordres lorsqu'il en décrivit la société.

Le pré-libéralisme allemand trouva son plein épanouissement chez Johann Heinrich Gottlob von Justi, ce spécialiste des sciences camérales de plus en plus influencé par l'exemple anglais et, à partir de 1757, par «L'Esprit des lois». Au centre des conceptions de Justi, il y a la liberté civile du citoyen et la crainte des actes de tyrannie, car tout homme disposant du pouvoir est tenté d'en abuser. D'où l'insistance sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs. Justi se prononce pour un suffrage censitaire bas, réclame des garanties pour les représentants du peuple; il est le premier à introduire en Allemagne le bicamérisme à la Montesquieu. Il eut une grande influence sur Achenwall, Pfeiffer, Merkel, von Hess, Scheidemantel, Josias thor Straten (un Danois), Friedrich Carl von Moser. La décennie 1750–1760 fut donc fondamentale, grâce à la réception de Montesquieu qui, dans la décennie suivante, inspira l'œuvre de Johann Christian Förster. Celui qui tressa les plus belles couronnes au philosophe politique français fut le Suisse Albrecht von Haller, dans la recen-

sion qu'il fit de »L'Esprit des lois« dans les »Göttingischen Zeitungen von Gelehrten Sachen« de 1749. Et dans les trois romans historiques qu'il composa dans les dernières années de sa vie, »Usong«, »Alfred« et »Fabius und Cato«, Haller précisa ses options de libéral conservateur, hostile à Jean-Jacques Rousseau et à ses idées de souveraineté du peuple. A la rationalité et à l'argumentation du droit naturel de Justi, Haller juxtaposa une argumentation empirique et historique. Bref, Uwe Wilhelm, contrairement à des historiens comme Rudolf Vierhaus ou Frank Herdmann, réaffirme le très fort impact des idées de Montesquieu, en particulier la séparation des pouvoirs.

Une place à part doit être faite à Jakob Mauvillon, fils d'un pasteur huguenot, ami du jeune Mirabeau, physiocrate, traducteur en allemand de l'abbé Raynal. Son excellente connaissance des révolutions anglaises du XVII^e siècle et des mouvements sociaux des *levellers* et des *diggers*, son admiration pour la constitution britannique ne l'empêchèrent pas d'être très critique sur les inégalités du mode de représentation des comtés et des bourgs, à la suite de John Wilkes, et sur l'insuffisante distinction entre pouvoir constituant et pouvoir constitué; il fut partisan d'une démocratisation de la représentation et proposa toute une série de calculs pour améliorer celle-ci. Ajoutons que Mauvillon se montra un partisan déterminé de la révolution américaine. A la veille de la Révolution française, l'université de Mayence devint un pôle de libéralisme, illustré par deux de ses professeurs, Johann Friedrich von Pfeiffer et Niklas Vogt. Le premier, très bon connaisseur de James Steuart, Véri, Sonnenfels, Adam Smith, des physiocrates, de Necker, Bielefeld, Seckendorff, de l'empirisme anglais et de la philosophie morale écossaise, publia en 1778–1779 une grande synthèse intitulée »Grundriß der wahren und falschen Staatskunst«, dont la moitié était consacrée à la constitution du vieux *Reich* et aux réformes à y apporter; Pfeiffer envisageait un remodelage territorial autour de la Prusse et de l'Autriche et la suppression des principautés ecclésiastiques. Vogt, qui fut le professeur de Metternich, fit paraître de 1787 à 1792 son œuvre majeure, »Ueber die Europäische Republik«, vision très germano-centrique de l'histoire du continent, où les antiques libertés germaniques étaient proposées comme sauvegarde, alors que les Habsbourg ou les Bourbons (Louis XIV) avaient porté des coups fatals à ces racines de libéralisme. Ceci ne l'empêchait pas de critiquer la constitution de l'Empire et son régime social, en particulier le système des majorats et des fidéicommissaires.

Il a donc bien existé dans l'Allemagne d'avant 1789 une pensée libérale et progressiste, souvent liée à la critique de l'absolutisme, pour laquelle il convient encore de souligner l'importance du tournant de 1750, lié à Montesquieu. Ce libéralisme, en effet, est difficilement pensable sans la référence aux pays occidentaux, où, certes, le mouvement fut plus vigoureux et plus précoce. Les penseurs passés en revue sont majoritairement originaires de l'Allemagne du Nord et du Centre, l'Allemagne protestante, alors que quelques années plus tard, l'épicentre du libéralisme et du constitutionnalisme fut l'Allemagne du sud-ouest. Le mouvement est relativement indépendant de l'*Aufklärung*; quant à Révolution française, elle n'eut pas un rôle d'accoucheur, si elle contribua indéniablement à renforcer ce courant qu'il ne faut donc pas négliger. Ainsi l'histoire de la pensée politique allemande est-elle par cet ouvrage, reconnectée et synchronisée avec celle de l'Europe occidentale, en même temps que les évolutions du XIX^e siècle trouvent au siècle précédent prémices et prémisses.

Claude MICHAUD, Paris

Andreas WÜRGLER, *Unruhen und Öffentlichkeit. Städtische und ländliche Protestbewegungen im 18. Jahrhundert, Epfendorf/Neckar* (bibliotheca academica) 1995, 393 S. (Frühneuzeit-Forschungen, 1).

Lorsque, le 3 mai 1781, trois à quatre mille paysans en armes se pressent devant les portes de Fribourg en Suisse, qui ne compte alors que 5000 à 6000 habitants, on se croirait en présence d'une révolte populaire traditionnelle, de nature antiseigneuriale ou antifiscale,